



FO FONCTION PUBLIQUE DE CHARENTE-MARITIME

6, rue Albert 1^{er} 17000 La Rochelle

tél : 05 46 41 30 26

Le service public est le garant de la cohésion sociale !

Quasiment 9 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté en France. Plus de 2 millions de travailleurs pauvres à cause de temps partiels ou contrats précaires. Le tout dans un pays qui se vante d'être la 6ème puissance économique mondiale...

A ces chiffres, on pourrait opposer les bénéfices colossaux de certaines entreprises et leurs actionnaires et bien entendu poser la question légitime de la répartition des richesses. Ce ne sera pas notre propos aujourd'hui où nous resterons dans le champ de compétence de la Fonction publique.

En revanche, nous maintenons qu'une telle situation sociale nécessite une fonction publique forte, accessible et proche de nos concitoyens.

A tous les niveaux il faut assurer l'égalité des droits des usagers. En termes d'éducation, de santé, de sécurité, de mobilité, d'énergie et bien d'autres secteurs, seules des missions effectuées par la Fonction publique et ses agents garantissent l'égalité de traitement... Car, à la différence de l'entreprise, la fonction publique n'a pas vocation à faire des profits mais à rendre des services.

En défendant leurs missions, leurs statuts, les agents publics vont bien au-delà de la défense de leurs intérêts particuliers. Ils défendent un modèle social basé sur la solidarité et financé par l'impôt.

C'est pourquoi ce 22 mai 2018, qu'ils travaillent dans un service de l'Etat, dans une collectivité territoriale ou dans un établissement de santé, des milliers d'agents perdent une journée de salaire pour faire aboutir leurs revendications mais aussi défendre une vision de notre société.

A l'heure où le Président de la République veut offrir tout ou partie des missions de service public au marché financier et paupériser davantage des milliers d'usagers et agents publics, ensemble nous devons lui dire STOP !

Avec FORCE OUVRIERE et l'ensemble des organisations syndicales de fonctionnaires, nous sommes tous mobilisés aujourd'hui 22 mai 2018, en grève et dans les manifestations pour :

- Défendre le statut général des fonctionnaires contre l'emploi contractuel : car défendre les statuts, c'est s'opposer à la précarité !
- Défendre l'augmentation générale des salaires : car c'est combattre la paupérisation des agents publics !

Et parce que défendre le service public c'est défendre la République !

Les personnels hospitaliers rejettent toutes les attaques et remises en cause inacceptables dirigées contre eux :

- Blocage de la valeur du point d'indice conduisant à une perte de 16% depuis 2010.
- PPCR conduisant à la fin des bonifications dans les prises d'échelons.
- Augmentation de la CSG d'1,7% pour les fonctionnaires et pour les retraités.



FONCTION PUBLIQUE

FO FONCTION PUBLIQUE DE CHARENTE-MARITIME

6, rue Albert 1^{er} 17000 La Rochelle

tél : 05 46 41 30 26

- Deuxième *journée de solidarité* pour financer les EHPAD.
- Transposition des *ordonnances travail* à la fonction publique qui, comme à la SNCF, remet en cause le statut, les missions de service public, pour mieux les privatiser.
- *120 000 suppressions de postes* dans toute la fonction publique, au nom d'un «nouveau contrat social» avec les fonctionnaires.
- Publication prévue du décret d'application de *l'article 93 du statut de la FPH autorisant* le licenciement des fonctionnaires hospitaliers.
- Mesures contre le CGOS : fin de la prestation de *départ à la retraite*, suppression de la *prestation maladie* alors que dans le même temps le gouvernement a rétabli le jour de carence dans la fonction publique.

Le gouvernement ment !

Il a déjà réalisé de nombreuses économies sur le dos des hospitaliers, en limitant les budgets de tous les établissements, en baissant les tarifs, en accentuant le virage ambulatoire, en poursuivant les restructurations, les fermetures de lits et de services avec les GHT. Tout ceci conduit à l'aggravation des conditions de travail et à la remise en cause des missions du service public.

Avec la Stratégie de Transformation du Système de Santé : ce sont des milliards en moins pour les hôpitaux, le secteur social et médico-social !

Mais ce n'est pas tout. Édouard Philippe et Agnès Buzyn ont décidé, pour mettre en œuvre leur stratégie de transformation du système de santé (STSS), d'imposer un nouveau plan « ONDAM 2018/2022 » qui fixe à plus de 5 milliards les économies à réaliser sur les Établissements de santé, auxquels s'ajoutent 1,2 milliards d'économies supplémentaires sur la masse salariale, c'est à dire la suppression de 30 000 emplois, c'est inacceptable !

Cette stratégie, c'est celle des ordonnances travail, celle de la réforme du statut des cheminots, celle d'Action Publique 2022 pour une transformation du Service Public, de la «*Refondation du contrat social avec les agents publics*» que le gouvernement veut imposer pour : plus de contractuels, le salaire au mérite, la fusion des instances, les réductions de postes...

Les hospitaliers, comme l'ensemble des salariés, refusent, avec les personnels de l'Education nationale, avec les étudiants et les lycéens, que leurs enfants n'aient plus le droit de faire des études supérieures, ils refusent la sélection à l'entrée de l'université, et exigent le retrait de la loi ORE, le retrait des projets de réformes du lycée et du bac, qui relèvent eux aussi de la même stratégie.

Face à l'ampleur des attaques frontales, tous azimuts, le congrès confédéral FO s'est prononcé pour « la perspective d'une mobilisation interprofessionnelle qui est aujourd'hui nécessaire, y compris par la grève ! »

Public, privé, il est temps d'y aller tous ensemble !

Vivent les fonctionnaires, et tous les salariés qui se battent pour leurs revendications, dans l'unité et avec leurs organisations syndicales !